EchoGéo

25 | 2013
Moyen-Orient : espaces et passeurs du changement

Un espace social transnational entre les Émirats et le sud de l'Iran : les Khodmouni (Lârestâni) à Dubaï

Amin Moghadam

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/echogeo/13554
DOI : 10.4000/echogeo.13554
ISSN : 1963-1197

Éditeur
Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique
Amin Moghadam, « Un espace social transnational entre les Émirats et le sud de l'Iran : les Khodmouni (Lârestâni) à Dubaï », *EchoGéo* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 10 octobre 2013, consulté le 11 août 2021. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/13554 ; DOI : https://doi.org/10.4000/echogeo.13554

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Un espace social transnational entre les Émirats et le sud de l'Iran : les Khodmouni (Lârestâni) à Dubaï

Amin Moghadam

Introduction

1 Cet article décrit les dynamiques transnationales qui caractérisent les liens entretenus par les membres de la communauté des Lârestâni à Dubaï avec leur pays d'origine, l'Iran. Il s'agit d'un cas relativement exceptionnel de populations non arabophones ayant migré massivement vers les Émirats. La construction nationale sur les deux rives et l'évolution du rôle et de la place des étrangers dans la société émirienne ont contribué à une stratification sociale et économique originale des différentes vagues de migrants iraniens originaires de Lârestân. Les différences statutaires des migrants sont à l'origine des stratégies de représentation dans la société d'accueil. Elles contribuent également au renforcement des liens transnationaux notamment pour ceux qui se retrouvent exclus du processus de la construction nationale. Divisée entre nationaux (Émiriens) et étrangers (Iraniens), cette communauté transnationale originaire d'une province du sud de l'Iran a réinventé des liens internes entre individus et familles ainsi que des liens externes avec cette province périphérique, qui prennent des allures de participation à la vie politique locale à distance.

2 L'analyse des activités sociales, politiques et culturelles transnationales a été réalisée par le biais de l'observation participante et de la conduite d'une cinquantaine d'entretiens auprès de Lârestâni iraniens ou émiriens entre 2010 et 2012 à Dubaï et dans les régions de départ. Ce travail a permis d'illustrer les variations d'intensité de ces liens transnationaux (Levitt, 2001) en fonction du niveau d'intégration juridico-administrative et nationale des individus dans le pays d'accueil ainsi que leurs répercussions dans la région d'origine en Iran. Parmi ces activités transnationales, le

cas des actions de bienfaisance effectuées à distance permettra de saisir les nuances de l'appartenance et de ses conséquences politiques.

Une filière migratoire façonnée par la création d'États-nations modernes ici et là-bas

3 L'environnement des villes du Golfe, l'expérience du voyage et de la pérégrination font partie de la vie quotidienne des habitants du Lârestân (Bagherzadeh, 2003). L'accroissement du trafic aérien entre les deux zones a ainsi facilité des allers-retours réguliers pour des raisons familiales ou professionnelles et a contribué à réduire l'espace-temps de ce champ migratoire. Il a également permis de maintenir voire de renforcer la tendance ancienne qui consistait à établir davantage de liens avec les territoires du sud de l'Iran et les villes arabes du Golfe qu'avec les villes septentrionales de l'Iran. Cette situation est semblable à celle des migrants kéralais : il n'est pas rare d'entendre dire au Kérala que « le Golfe se situe moins à l'étranger que les États du nord de l'Inde » et que « Doubaï, c'est la capitale du Kérala » (Venier, 2009).

4 L'enracinement de la présence lârestâni dans les villes arabes du Golfe est autant le résultat de plusieurs siècles de mouvements migratoires entre les deux côtes que de l'évolution des situations politiques et économiques, telles que la révolution et la guerre, pendant cette même période, sans oublier la discrimination ressentie par les populations sunnites en Iran.

Khodmouni, lârestâni : qui sont-ils ?

5 Il y aurait environ aujourd'hui 180 000 Iraniens originaires du département du Lârestân et de nationalité iranienne dans les villes arabes du Golfe avec une majorité dans l'agglomération de Dubaï[1]. Il est impossible d'estimer l'effectif des Émiriens originaires du Lârestân, dans la mesure où les statistiques ne tiennent pas compte de la nationalité antérieure ni de celle des parents, mais leur présence est, selon toute hypothèse, loin d'être marginale.

6 Les migrations iraniennes vers les Émirats se sont diversifiées au cours du XX^{e} s. et comprennent aujourd'hui des minorités arabophones d'Iran, des persanophones des régions du sud, des Baloutches et plus récemment des flux provenant des grandes villes iraniennes comme Téhéran et Ispahan (Moghadam, 2009 ; 2013a).

7 Les Lârestâni sont pour la plupart sunnites dans un pays à majorité chiite, ils sont persanophones et mobilisent également une langue régionale. Les Lârestâni sont particulièrement bien représentés dans la ville de Dubaï : l'ancien marché de la ville, le souk Morshed, est une concentration visible de ces populations, mais elles sont implantées aussi ailleurs dans la ville (Moghadam, 2013a).

Illustration 1 - Boutique de films et magazines iraniens, quartier de Deira, Dubaï

Auteur : A. Moghadam, 2010.

8 Les pérégrinations des familles et des individus issus des tribus installées de part et d'autre du Golfe remontent à des périodes antérieures à l'émergence de l'État-nation iranien au sens moderne du terme : les plus anciennes remontent au XVI[e] s. La mise en place de l'État-nation centralisé en Iran, entamée au début du XX[e] siècle et renforcée dans les années 1930, en imposant dans les régions frontalières divers contrôles, contraintes et entraves aux activités marchandes et à la circulation des personnes, a été à l'origine de l'émigration massive d'une grande partie des habitants du sud de l'Iran vers les principautés arabes où de nombreuses familles se sont définitivement installées (Moghadam, 2013a ; 2013b ; Abdullah, 1978).

9 Au terme d'un certain nombre de vagues d'allers et de retours, ceux qui étaient présents au moment de la création de la Fédération des Émirats Arabes Unis en 1971[2] ont été naturalisés et sont devenus des citoyens émiriens. Compte tenu de la restriction de l'accès à la nationalité aux Émirats peu après la création de l'État, ceux qui ont suivi ont été considérés par l'administration émirienne comme des « travailleurs temporaires », comme tous les autres étrangers, et ont conservé la nationalité iranienne. Ils n'ont par ailleurs quasiment aucune chance de devenir Émiriens même après plusieurs années de vie aux Émirats (Lori, 2011).

10 A cet égard, un nombre significatif de citoyens des Émirats Arabes Unis, et en particulier à Dubaï, appartiennent aux communautés transnationales qui voyageaient entre les deux territoires. Plusieurs études en histoire et en anthropologie ont mis l'accent sur les caractéristiques socioculturelles de ces familles dans les villes des pays arabes du Golfe et de l'Iran (Montigny, 1996 ; Onley, 2007 ; Fuccaro, 2005 ; Beeman, 2010 ; Nadjmabadi, 2010).

11 Aux Émirats, la population lârestâni est identifiée par le vocable « Khodmouni » (même si le terme « Atchoumi » est parfois utilisé). « Khodmouni » signifie en persan dans un sens large « des gens familiers pour nous », le terme est autant utilisé comme autodésignation par les Lârestani eux-mêmes (qu'ils soient iraniens ou émiriens) que par l'ensemble des Émiriens. Cette dénomination semble porter une charge positive en ce qu'elle rappelle la présence ancienne des Khodmouni sur la côte méridionale du Golfe et leur proximité culturelle avec des familles qui se considèrent comme natives. Mais elle est aussi distinctive, à la fois par rapport aux Iraniens d'autres régions de l'Iran et vis à vis des Émiriens qui revendiquent la pureté de leur origine arabe (Lagrange, 2013).

Illustration 2 - Boutique d'import-export iranien à Dubaï

On peut lire « khodmouni » sur les écrans.
Auteur : A. Moghadam, janvier 2012.

12 S'il est certain que les Khodmouni font preuve d'une indétermination identitaire, il ne faut néanmoins pas oublier que la construction nationale aux Émirats impose de nouvelles barrières aux individus émiriens de cette communauté qui, parfois malgré eux, accentuent leur allégeance émirienne.

État et statut aux Émirats : la nationalité comme principe organisateur

13 La complexité des différenciations sociales parmi les Lârestâni aux Émirats ne peut se comprendre qu'au regard de leur statut. L'organisation de la société selon les principes d'appartenance nationale est un phénomène récent dans les pays arabes du Golfe (Beaugrand, 2007). La notion même d'État était inconnue dans cette région compte tenu

de l'importance des systèmes tribaux qui se déployaient sur de vastes territoires désertiques. La plupart des États de la région ont été créés dans les années 1960-1970. Aux Émirats Arabes Unis, la notion d'État n'a été introduite qu'après l'indépendance accordée par les Britanniques à ces territoires en 1971. Toutefois, la réalité de la vie politique et sociale aux Émirats n'a pas encouragé une unification rapide et homogène et certains systèmes locaux ont maintenu leur importance dans la gestion de la vie sociale et politique de ces territoires (Heard-Bey, 2005).

14 Ainsi, le principe de nationalité a servi au lendemain de la création du pays à consolider le pouvoir des familles dirigeantes et est aujourd'hui un instrument de formation d'une communauté nationale en même temps qu'il institutionnalise la distinction entre étrangers et nationaux. Car au-delà de l'appartenance à un État-nation, la nationalité émirienne est redoublée par des caractéristiques économiques, sociales et familiales spécifiques, en même temps qu'elle donne accès à un certain nombre de droits et de privilèges (Khalaf, 2005). La possession de la nationalité émirienne se définit aussi par la participation à un système d'allocations qui redistribue à la population la richesse pétrolière.

15 Par exemple, des fonds sont accordés par le gouvernement émirien pour les mariages entre les locaux afin de garantir l'identité émirienne et restreindre les mariages mixtes, des avantages sont accordés spécifiquement aux locaux pour mener des activités commerciales notamment par l'attribution par le Khalifa Committee de prêts à taux d'intérêt nul ou très bas, la mise en place du principe de « sponsorship » ou *kefala* oblige tout étranger à collaborer avec une personne locale en tant que « sponsor » en maintenant un niveau minimum de participation locale à hauteur de 51 % et enfin, des programmes de logements gratuits sont proposés aux familles émiriennes les moins favorisées comme le *Zayed Housing program* qui a procuré entre 1980 et 1990 des maisons gratuites à toutes les familles émiriennes dont les salaires étaient inférieurs à 10 000 dirhams par mois (2 000 euros) (Davidson, 2005). Néanmoins, si ces domaines subventionnés peuvent faire apparaître la société émirienne comme homogène, il existe en réalité des différences profondes de statut et de richesse au sein de la communauté nationale. Celles-ci se déclinent en fonction des appartenances tribales, des liens familiaux et de la proximité avec les familles régnantes, mais aussi des succès plus ou moins importants des familles impliquées dans les entreprises privées.

16 Par conséquent, la question de la naturalisation est centrale dans la mesure où elle détermine l'ensemble des clivages socioéconomiques de la société émirienne, les « locaux » jouissant d'un grand nombre de privilèges dans les secteurs de l'éducation, du logement, de la santé et de l'emploi.

17 Dans les premières années de la création du pays les passeports étaient distribués assez facilement aux populations qui étaient sur place, indépendamment de leurs origines géographiques, qu'il s'agisse de familles présentes dans la région depuis des générations, ou de ceux qui aidaient à construire le pays. Mais cette attribution flexible de la nationalité a rapidement pris fin et aujourd'hui il est quasiment impossible d'obtenir la nationalité émirienne (Dresch, 2006).

Stratification d'une communauté par le statut politico-administratif

18 Du fait de l'imbrication historique de plusieurs vagues d'émigration au cours du XX^{e} siècle et avec la naissance du contrôle des populations, une stratification sociale et

statutaire s'est développée au sein des populations lârestâni des Émirats. Pour récapituler, il est possible de distinguer trois catégories de statut de migrants depuis cette région de l'Iran :

- tout d'abord, ceux qui ont été naturalisés et qui sont considérés comme citoyens émiriens. Ceux-là ne détiennent plus la nationalité iranienne. Ils ont émigré pour la plupart avant l'indépendance des Émirats en 1971 ou dans les premières années qui ont suivi cette dernière. Des naturalisations se sont poursuivies par la suite mais de manière très arbitraire et limitée. Il est par ailleurs impossible d'obtenir des statistiques concernant les Lârestâni naturalisés puisqu'ils figurent sans distinction dans la catégorie des nationaux.
- Viennent ensuite les migrants qui ont continué à émigrer pour des raisons économiques après l'indépendance et surtout dans les années 1980 pendant la guerre Iran-Irak. Ces derniers ont conservé leur citoyenneté iranienne et disposent de cartes de résidence au titre de travailleur temporaire ou familial aux Émirats.
- Enfin, les Iraniens qui, à défaut de pouvoir obtenir des titres de séjour, continuent à faire des allers-retours entre l'Iran et les Émirats, et travaillent illégalement aux Émirats avec des visas de tourisme qui sont relativement faciles à obtenir et à renouveler (Moghadam, 2013a ; Vossoghi, 2001).

Du salut personnel à l'implication politique : les répercussions au Lârestân

Une bienfaisance tous azimuts

19 Les réseaux de charité alimentés par les Khodmouni depuis les villes arabes du Golfe vers des villes situées en Iran transforment le paysage urbain et social des villes de la région du Lârestân. Le déséquilibre de situation financière créé par l'enrichissement de certaines familles originaires des villes du sud de l'Iran pendant l'âge d'or de Dubaï par rapport à celles qui sont restées en Iran donne lieu à des mouvements et des actions auxquels participent les populations des deux rives.

Illustration 3 - La faculté des Sciences Sociales de l'Université Payam-e-Nour d'Evaz, Iran

Auteur : A. Moghadam, janvier 2012.

Illustration 4 - Le dortoir de l'Université Payam-e-Nour d'Evaz, Iran

Le nom du bienfaiteur qui a financé la construction de l'immeuble est clairement indiqué sous le nom de l'université et de son dortoir.

Auteur : A. Moghadam, janvier 2012.

20 Dans la ville d'Evaz, avec ses 17 000 habitants dans le sud iranien, deux universités, l'Université Payam-e-noor et l'Université Azad ont été construites par deux personnalités originaires de la même ville et aujourd'hui résidentes à Dubaï. Un hôpital et un complexe sportif étaient en cours de construction en 2011. L'Université Payam-e-Noor reste un des plus grands projets financés grâce à l'aide de bienfaiteurs résidant à Dubaï. Elle a été inaugurée en 1996 avec une capacité de 75 personnes pour la première année. Aujourd'hui, elle accueille plus de 700 étudiants par an et plus de 3 500 étudiants sont actifs sur un site de 12 hectares, composé de plusieurs immeubles et de deux dortoirs pour les filles et les garçons. Le budget nécessaire pour la construction de l'université dans sa première phase a été de l'ordre de 7 milliards de tomans (environ 2,8 millions d'euros), financé pour moitié par un homme d'affaire installé à Dubaï et originaire d'Evaz et pour le reste par plusieurs bienfaiteurs. Chaque immeuble de l'université est désigné par le nom de la personne qui a le plus contribué à sa construction. L'aire de recrutement de l'université, selon ses responsables, est de 200 km, c'est-à-dire qu'elle couvre toute la région de Lârestân jusqu'à Chiraz dans le nord et jusqu'à Bandar Abbas et Bandar Lengeh dans le sud. L'objectif de l'université consiste aujourd'hui à attirer les étudiants iraniens de nationalité iranienne depuis les pays du Golfe d'autant que le système de l'Université de Payam-e-noor permet aux étudiants d'étudier à distance et coûte beaucoup moins cher que les universités dans les villes arabes du Golfe[3].

21 La deuxième université entièrement financée par des bienfaiteurs iraniens de Dubaï, située à Lâr sur la route d'Evaz, est l'Université privée Azad d'Evaz qui a été inaugurée en 2008. 240 étudiants étudient dans cette université[4].

22 Les exemples de financement des équipements urbains, des mosquées, des orphelinats et des universités par des personnes originaires de cette région sont nombreux dans toutes les villes du département du Lârestân et le gouvernement iranien semble même encourager ces démarches qui l'exonèrent parfois de sa responsabilité.

23 Ces fonds privés en provenance des villes arabes du Golfe et notamment de Dubaï influencent non seulement le paysage des territoires du sud iranien mais participent également à la modification des rapports entre les habitants, les autorités locales et le gouvernement central. S'ils ont contribué *a priori* au développement de ces villes par le biais de construction d'équipements urbains et de mosquées ou même du goudronnage des rues, ils témoignent de logiques individuelles, celles des bienfaiteurs qui en investissant des fonds dans leur pays d'origine acquièrent prestige et notoriété aussi bien en Iran qu'au sein de la communauté khodmouni à Dubaï (Adelkhah, 2005).

24 Ainsi comme le souligne Kamel Doraï : « La mise en place de réseaux migratoires permet le transfert de ces ressources du local vers le transnational ; elles deviennent alors potentiellement utilisables par les migrants » (Doraï, 2005, p. 99). Dans les conversations avec mes interlocuteurs en Iran ou aux Émirats, le nom de tel ou tel bienfaiteur de Dubaï était souvent évoqué avec beaucoup de respect. C'est le cas par exemple du président d'une grande société à propos duquel circulent également de nombreuses rumeurs de corruption et de blanchiment d'argent. D'ailleurs, la logique de ces investissements caritatifs n'a pas toujours pris en compte les besoins réels des villes et des villages en Iran. Comme l'indique l'un de mes interlocuteurs à propos de ces bienfaiteurs : « ils veulent tous aller au paradis »[5] ; d'où un nombre de mosquées bien supérieur aux besoins de la ville d'Evaz. Par conséquent, ce don si désintéressé crée des sphères de compétition et de jalousie (Adelkhah, 2005).

Pour une bienfaisance mieux orientée

25 Dans le cas de l'Université d'Azad, le don d'un terrain de dix-sept hectares a été à l'origine de nombreuses polémiques dans le milieu des bienfaiteurs en Iran et à Dubaï et parmi les habitants eux-mêmes. En effet, suite à la décision d'un résident de Dubaï de donner une partie du terrain hérité de son grand-père pour construire une deuxième université dans la ville d'Evaz, des rumeurs quant à la propriété de ce terrain et à son cadastre ont commencé à entraver la construction de l'université, allant même jusqu'à remettre en question la justesse de la cause.. Il s'agissait d'un terrain cultivable abandonné depuis trente ans, et conformément à une circulaire qui autorise l'organisme chargé des ressources naturelles du ministère du logement iranien à exproprier des terrains abandonnés, il avait été déclaré propriété publique ; l'organisme a donc porté plainte contre le donateur ! Le conseil d'administration de l'université s'est donc réuni à Dubaï en présence des responsables du projet en Iran pour trouver une solution et sauver l'honneur et le don de ce malheureux bienfaiteur. Le ministère iranien réclamait une somme importante pour ce terrain, il a donc fallu rendre compte dans la presse locale des difficultés rencontrées et en informer les Evazi en Iran et à Dubaï pour lever lever les doutes qui pesaient sur le bienfaiteur dans cette affaire.

26 Le surdimensionnement ou la surabondance de certains de ces équipements construits par les bienfaiteurs les ont éloignés de leurs objectifs premiers : la rumeur rapporte que tel orphelinat s'est transformé en lieu de prédilection pour le trafic de drogue ou telle mosquée reste vide à longueur de journée. Ces histoires circulent de part et d'autre du Golfe et font l'objet de débats et de questionnements chez les Khodmounis sur les deux rives. Par ailleurs, les personnes impliquées dans ces activités de charité ont réalisé que le simple fait de construire une mosquée ne pouvait plus garantir le prestige social d'antan et que ce « paradis sur terre » pour l'« l'homme de Dieu » ne pouvait être assuré que si ces financements donnaient réellement lieu à une amélioration des conditions de vie des habitants[6].

27 Ces questionnements se reflètent dans certaines expressions culturelles des Khodmounis aussi bien en Iran qu'aux Émirats Arabes Unis. Un cas exemplaire est celui d'Ali Tizpa, originaire d'Evaz et résidant à Dubaï, qui a écrit une pièce de théâtre en langue khodmouni représentée par une troupe qu'il a lui-même constituée avec de jeunes Khodmouni de Dubaï. Cette pièce relate l'histoire d'une grand-mère d'Evaz qui reçoit une somme d'argent importante d'un de ses proches résidant à Dubaï. Elle rêve alors de construire une mosquée dans sa ville en partie pour s'assurer une place au paradis. Mais elle se rend compte rapidement que les mosquées sont vides et que cela ne sert plus à grand-chose. Elle décide alors de faire bâtir un hôpital mais elle voit qu'il y en a déjà un et qu'un deuxième ne serait pas nécessaire. Elle pense alors à un orphelinat mais elle connaît les histoires de délinquants qui se rassemblent dans l'orphelinat. L'histoire tourne autour de la confusion de la grand-mère qui, devenue riche du jour au lendemain, ne sait plus quoi faire de son argent.

28 Lorsqu'Ali Tizpa a monté sa pièce de théâtre à Dubaï devant un public de bienfaiteurs, il leur a tendu un miroir désagréable de la réalité. Cette prise de conscience et les critiques faites à l'égard des actions de bienfaisance individuelle, illustrées par le sens de réflexivité de l'un des membres de la communauté, semblent porter leurs fruits

depuis quelques années. On assiste de plus en plus à la création d'associations de bienfaiteurs dotées d'un fonctionnement institutionnel classique où le conseil d'administration examine les projets en s'associant aux partenaires publics et privés en Iran. Ces groupements de bienfaiteurs des habitants du sud de l'Iran à Dubaï sont des occasions de sociabilité et de rencontres entre les personnes originaires d'une même ville ou d'une même région. Lors de grands rassemblements annuels, les membres de ces associations récitent des poèmes en langue khodmouni et ravivent ainsi les sentiments patriotiques à l'égard de leur ville d'origine en Iran.

Prestige social des bienfaiteurs et implication politique collective

29 L'institutionnalisation des activités des réseaux de bienfaiteurs, très favorablement accueillie par les habitants en Iran et par les élus locaux, va de pair avec une participation active, mais à distance, des résidents lârestâni de Dubaï à la vie politique iranienne. Un champ politique transnational se constitue. Les candidats désignés dans les circonscriptions des villes du département du Lârestân aux élections législatives iraniennes n'hésitent pas à se déplacer à Dubaï et à rendre visite aux Iraniens du sud résidant à Dubaï, d'autant plus qu'une grande majorité de ces derniers détient un passeport iranien et peut participer aux élections iraniennes grâce aux nombreux bureaux de vote que le consulat d'Iran a installés à travers les Émirats.

30 C'est par exemple avec des visées électorales qu'Ali Asghar Hassani, député au parlement et représentant du département du Lârestân au *Majles* (le parlement iranien), a organisé à maintes reprises depuis 2008 des réunions à destination des Lârestâni de Dubaï. Ainsi, il n'a pas hésité à diversifier le lieu de ces manifestations passant de l'hôtel luxueux de Radisson Sas à l'Iranian Club géré par la Fondation étatique des déshérités, proche de la ligne dure des Gardiens de la révolution et gérée directement par bureau du Guide suprême iranien, l'Ayatollah Khamenei. Il y invite les présentateurs les plus connus des chaînes de télévision officielles iraniennes – qui font partie de l'offre câblée de tous les fournisseurs de Dubaï – et les chanteurs de pop basés en Iran. Il s'agit de véritables espaces publics re-territorialisés où le député affronte un public qui, du fait de son importance numérique mais aussi de son poids économique, pèse sur l'avenir de sa circonscription. En bon député, Ali Asghar Hassani y expose son bilan et les efforts entrepris en faveur des villes du département du Lârestân ainsi que les positions qu'il a défendues face aux différents ministères du gouvernement de Téhéran. En bon électeur, le résident iranien de Dubaï défend la cause de ses concitoyens de l'autre rive. Il rappelle aux responsables politiques, probablement avec plus de liberté que dans son pays d'origine, la marginalisation de la population locale et l'absence d'autochtones dans les appareils étatiques mais aussi les difficultés d'investissement auxquelles il est confronté dans sa région natale.

31 Lors d'une de ces réunions, l'un des principaux bienfaiteurs, « défenseur des droits de ses concitoyens », a revendiqué le droit légitime de la ville d'Evaz et de ses bourgs à bénéficier du statut de *Shahrestan* (département) au lieu d'être rattachée à la ville de Lâr, capitale du département. Suscitant l'enthousiasme de la salle qui le félicite pour son courage et son pouvoir face aux hommes de la République islamique, cet homme d'affaires fait en réalité de la bienfaisance une « conduite de pouvoir politique » (Adelkhah, 2006). Ainsi, la nature même du combat mené par le bienfaiteur pour sa ville, à savoir l'acquisition du statut de *Shahrestan* (département), lui-même revendiqué

par ses habitants qui se déclarent pourtant « indépendants » de l'État, n'en semble pas moins intégrer le système concurrentiel des divisions territoriales, établi par le pouvoir central.

32 Ces actions participent ainsi aux politiques publiques pour l'amélioration des conditions de vie et aux projets de développement que l'État organise. Par conséquent, bien que l'arrivée de fonds privés sous la forme d'actions caritatives renforce le sentiment d'indépendance vis-à-vis de l'État, émigrés et non-émigrés contribuent ensemble au renouvellement du champ politique iranien et ce de manière démocratique. Par conséquent, si « l'ordre des bonnes actions est autonome par rapport à celui du régime [...], il est en constante interaction avec celui-ci » (Adelkhah, 2006, p. 109).

33 La question de la nationalité des bienfaiteurs est souvent évoquée dans les conversations des habitants du sud de l'Iran et des résidents de Dubaï. On se demande par exemple si tel grand homme d'affaire qui a financé tel projet est toujours de nationalité iranienne ou s'il a été naturalisé Émirien. S'il est vrai que la plupart des personnes rencontrées lors des enquêtes et qui participent aux réunions consacrées à l'organisation des réseaux de bienfaisance demeurent de nationalité iranienne, il y a néanmoins quelques figures importantes qui sont des sujets émiriens et qui continuent toujours à participer à ces réseaux transnationaux. Cependant, l'obtention de la nationalité émirienne oblige le nouveau citoyen émirien à abandonner son passeport d'origine (si le cadre iranien est souple pour le maintien de la double nationalité, ce n'est pas le cas des Émirats). Ce changement de statut n'est pas dans un premier temps synonyme d'une rupture définitive des relations sociales et familiales auxquelles la personne est liée et au sein desquelles elle a organisé sa vie sociale. Néanmoins, l'acquisition de la nationalité émirienne pose de nouveaux enjeux identitaires et permet aussi à ces détenteurs d'accéder à des privilèges auxquels les « travailleurs temporaires » n'ont pas droit. De même, les enfants issus des premières vagues d'émigration et aujourd'hui citoyens émiriens construisent moins leurs relations sociales en rapport avec le pays d'origine que leurs parents qui, bien qu'Émiriens, sont ancrés dans un système d'obligations sociales voire dans des relations affectives et familiales qui les lient toujours à la région d'origine.

34 Les jeunes Émiriens d'origine iranienne participent à la construction d'une nouvelle nation et ils ont moins besoin de revendiquer leur participation politique (en défendant par exemple la cause des Evazi) et sociale (à travers les actions de bienfaisance) au pays que leurs cousins iraniens de Dubaï pour lesquels le maintien des relations avec la région d'origine est rendu plus crucial du fait de leur statut précaire aux Émirats. Par conséquent, le statut administratif du migrant et de manière générale sa situation dans le pays d'accueil, sans être complètement déterminants dans ses choix, influencent le degré de transnationalité qu'il entretient avec son pays d'origine.

Conclusion

35 Les relations transnationales montrées ici à travers l'exemple des réseaux de bienfaisance témoignent des modalités du maintien des relations d'interdépendance qu'une communauté expatriée entretient non seulement avec une région spécifique de provenance dans le pays mais aussi avec l'ensemble du cadre national et son champ politique et social. En ce qui concerne les migrants de nationalité iranienne, ils

illustrent la relation ambivalente des migrants transnationaux qui réclament leurs droits à la citoyenneté dans le pays où ils n'habitent pas sans pour autant oublier de s'adapter au cadre légal du pays d'accueil (c'est-à-dire la quasi impossibilité d'obtenir la nationalité) et d'y construire leur vie en tant que résidents. Comme l'a exprimé très justement un auditeur iranien à Dubaï lors d'une des réunions organisées par le député Hassani et les Iraniens de Dubaï : « Cela F0 58cette réunion avec les responsables politiques iraniens F0 5D a montré qu'ils ont besoin de nous et que nous avons besoin d'eux » et c'est bien au travers de ce besoin mutuel que se construisent les relations transnationales.

BIBLIOGRAPHIE

Abdullah M. M., 1978. *The United Arab Emirates: A modern History*. London, Croom Helm.

Adelkhah F., 2006. *Etre moderne en Iran.* Paris,Karthala.

Adelkhah F., 2005. Les migrants prodigues. Pratiques notabiliaires des émigrés iraniens dans le Golfe. *In* Jaber H., Metral F., *Mondes en mouvements : migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXI^e siècle*, Beyrouth, IFPO, p. 341-361.

Bagherzadeh F., 2003. *Ilal-e-gerayyesh-e-mardom-e-mantaq-e-Lârestân beh mohajerat beh keshvarhayy-e- ḥoz-e-khalij-e-fars.* Roudehen, Université des Sciences Sociales de l'Université Azad de Roudehen.

Beaugrand C., 2007. Émergence de la "nationalité" et institutionnalisation des clivages sociaux au Koweït et au Bahreïn. *Chroniques Yéménites*, n° 14, p. 89-107

Beeman W., 2010. Gulf Society Today : An Anthropologist's View of the Khalijis. *In* Potter Lawrence G., *The Persian Gulf in History,* Londres, Palgrave Macmillan, p. 147-159.

Davidson Ch., 2005. *The United Arab Emirates, A study in Survival.* Boulder, Lynne Rienner Publishers.

Doraï M. K, 2005. Du Liban vers l'Europe. Réseaux migratoires et pratiques transnationales des réfugiés palestiniens. *In* Jaber H., Metral F., *Mondes en mouvements : migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXI^e siècle*, Beyrouth, IFPO, p. 95-111.

Dresch P., 2006. The place of strangers in Gulf society. *In* Fox J. W., Mutawa M. Al., Mourtada-Sabbah N., *Globalisation and the Gulf,* London, New York, Routledge, p. 200-222.

Faist T., 2004. The Border-Crossing Expansion of Social Space : Concepts, Questions and Topics. *In* Faist T., Özveren E., *Transnational social spaces : agents, networks and institution*, Aldershot, Ashgate, p. 1-34.

Fuccaro N., 2005. Mapping the transnational community: Persians and the space of the city in Bahrein, c.1869-1937. *In* Rasheed M. (dir.), *Transnational Connections and the Arab Gulf,* London, Coll. Research in transnationalism, Routledge, New York, p. 39-58.

Heard-Bey F., 2005. From Trucial States to United Arab Emirates, Motivate Publishing.

Khalaf S., 2005. National dress and the construction of Emirati cultural identity. *Journal of Human Sciences*, n° 11, p. 229-267.

Lagrange F., 2013. « Frīj », Humour et interrogations identitaires aux Émirats arabes unis. *Arabian Humanities* [En ligne], n° 1, mis en ligne le 30 mars 2013, http://cy.revues.org/2089

Levitt P., 2001. *The Transnational Villagers*. Berkeley, University of California Press.

Lori N., 2011. National Security and the Management of Migrant Labor : A Case Study of the United Arab Emirates. *Asian and Pacific Migration Journal*, Vol. 20, n° 3-4, p. 315-337.

Moghadam A., 2013a. *L'Autre rive : l'Iran recomposé de Dubaï. Étude des pratiques et discours des migrants iraniens*. Thèse de doctorat en géographie, Université Lyon 2.

Moghadam A., 2013b. De l'Iran imaginé aux nouveaux foyers de l'Iran : Pratiques et espaces transnationaux des Iraniens à Dubaï. *Arabian Humanities* [En ligne], n° 2, à paraître, http://cy.revues.org/

Moghadam A., 2009. L'Autre rive : les Iraniens aux Émirats Arabes Unis, entre visibilité et invisibilité. *Maghreb-Machrek*, n° 201, p. 79-89.

Montigny A., 1996. Les Arabes de l'autre rive. Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, n° 22, p. 51-81.

Nadjmabadi Sh. R, 2010. Cross-Border Networks Labour Migration from Iran to the Arab Countries of the Persian Gulf. *Anthropology of the Middle East*, Vol. 5, n° 1, p. 18-33.

Onley J., 2007. Transnational Merchants in the 19th and 21st Century Gulf. *In* Alsharekh A. (dir.), *The Gulf Family: Kinship Policies and Modernity*, London, SAQI in association with London Middle East Institute, SOAS, p. 37-56.

Sayegh F.-al, 1986. Merchants' role in a changing Society: The case of Dubai, 1900-1990. *Middle Eastern Studies*, n° 34, p. 87-102.

Venier Ph., 2009. Stratégies d'ancrage des immigrés du Kérala (Inde du Sud) dans les villes des Emirats Arabes Unis. *Maghreb-Machrek*, n° 199, p. 121-138.

Vossoghi M. B, 2001. *Lârestân*. Téhéran, Daftar-e-pazhūheshhay-e-farhangi.

NOTES

1. *Fars News*, mars 2010, «Te'dad-e-parvazhay-e-forūdgah-e-Lârestân, javabgūyy-e-mardom nist», (en français: « Le nombre des vols de l'aéroport de Lârestân n'est pas suffisant par rapport à la demande »), http://www.farsnews.com/newstext.php?nn=8901211639 (consulté le 06 février 2011).

2. Avant cette date, ces territoires étaient connus sous le nom des « États de la trêve ». Les Britanniques ont signé en 1853 une série de traités avec les Cheikhs des territoires actuels des Émirats Arabes Unis, garantissant l'arrêt des attaques (ou, selon les Britanniques, de la piraterie) contre les navires britanniques, d'où le nom des États de la Trêve (en anglais : *Trucial States*). Ces territoires ont été réunis en 1971, après le retrait des troupes britanniques, sous forme d'une fédération.

3. Entretiens effectués en Iran en 2011.

4. Entretiens effectués en Iran en 2011.

5. Entretien effectué à Dubaï en 2011.

6. Entretiens effectués en Iran en 2011.

RÉSUMÉS

La région du Lârestân, dans le sud iranien, a noué depuis plusieurs siècles des relations continues avec la rive méridionale du golfe Persique au travers de mouvements circulatoires transnationaux. Lors de la création de l'État des Émirats arabes unis en 1971, les plus anciens migrants ont obtenu la nationalité et la citoyenneté de ces nouveaux États, ceux qui sont arrivés après sont restés des « travailleurs temporaires » en raison des politiques restrictives d'accès à la nationalité. Cet article tentera d'explorer les dynamiques transnationales qui animent la communauté des Lârestâni et leur impact sur le pays d'origine.

The region of Lârestân, in the south of Iran, maintained continuous relations with the southern shore of the Persian Gulf well before the 20th century, most notably in the form of transnational migratory flows. On the creation of the United Arab Emirates state in 1971, the present migrants were granted the new state's nationality and citizenship, while the new migrants, remained "temporary workers" because of policies restricting access to Emirati nationality. This paper will attempt to explore transnational dynamics engaged by the Lârestâni community and their impact in the home country.

INDEX

Keywords : Iran, Dubai, Persian Gulf, migration, transnational community, transnational social spaces
Mots-clés : Iran, Dubaï, Golfe persique, migration, communauté transnationale, espaces sociaux transnationaux
Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

AMIN MOGHADAM

Amin Moghadam, aminhm@yahoo.fr, est docteur en géographie à l'Institut d'études politiques de Paris, membre de l'ANR SYSREMO (Géographies de la mondialisation : émergence d'un système régional au Moyen-Orient, Rennes 2)